République Française
Département de l'Hérault
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VALLÉE DE L'HÉRAULT

~~~~~~

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE - Réunion du : lundi 28 septembre 2026

~~~~~~

ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault s'est réuni ce jour, lundi 28 septembre 2026 à 17h00 en Salle du Conseil Communautaire, sous la présidence de Monsieur Jean-François SOTO, Président de la Communauté de communes. La convocation a été adressée le 22 septembre 2026.

Étaient présents ou représentés	M. Jean-François SOTO, Mme Cécile LEMOINE, M. Pierre AMALOU, M. Jean-Marc ISURE, M. Olivier SERVEL, M. Philippe LASSALVY, M. Jean-Claude CROS, M. Thibaut BARRAL, Mme Josette CUTANDA, Mme Béatrice FERNANDO, Mme Véronique NEIL, M. Stéphane SIMON, Mme Martine BONNET, M. Jean-Philippe MORESMAU, M. Pascal DELIEUZE, Mme Florence QUINONERO, M. David CABLAT, Mme Christine GRANIER, Mme Fabienne SERVEL, M. Jean-Pierre BES, Mme Elisabeth PONS, Mme Sophie RUGGIERI, Mme Valérie ASTIER, M. Denis TERRAILLON, Mme Nathalie GALLIERE, M. Gilles HENRY, Mme Hélène BONNIER, Mme Caroline DE CHEFDEBIEN, M. Michaël TOURSEL, M. Alexandre MONACO, M. Pascal MATELET, Mme Lydia BRAILLY, M. René GARRO, Mme Nathalie PEREZ, Mme Virginie POUJOL, Mme Tiphaine COMBY, Mme Véronique DURAND, Mme Marie-Hélène DELTORT, M. Serge FALZON, Mme Amélie DREVET, Mme Pauline CURTAN, M. Sébastien SOULIER, M. Pierre BOLLIET, Mme Anne THEVENOT, M. Philippe SALASC, Mme Marie-Agnès SIBERTIN-BLANC
Procurations	M. José MARTINEZ à Mme Véronique NEIL, M. Jean-Marie VIAL à M. Jean-François SOTO, Mme Anna ASPART à Mme Nathalie GALLIERE, Mme Angélique BAILLY à Mme Nathalie PEREZ.
Excusés	M. Gregory BRO.

Quorum : 26 Secrétaire de séance : *Philippe LASSALVY*	Présents : 46	Votants : 50	Pour : 50 Contre : 0 Abstention : 0 Ne prend pas part : 0

Agissant conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L 5214-1 et suivants et L 5211-6 alinéa 1.
Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur.
VU l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales ;
VU l'article L.5211-1 du même code rendant notamment applicables aux établissements publics de coopération intercommunale les dispositions de l'article L.2121-8 relatives au règlement intérieur ;
VU la délibération n°4119 du Conseil communautaire en date du 20 avril 2026 portant maintien provisoire du règlement intérieur adopté lors de la précédente mandature jusqu'à l'adoption d'un nouveau règlement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil communautaire doit adopter son règlement intérieur dans les six mois suivant son installation,
CONSIDÉRANT que le règlement intérieur fixe les modalités de fonctionnement du Conseil communautaire et comporte notamment les dispositions rendues obligatoires par le Code général des collectivités territoriales,
CONSIDÉRANT qu'à la suite du renouvellement général du Conseil communautaire, il convient d'adopter un nouveau règlement intérieur adapté à l'organisation et au fonctionnement de l'assemblée,
Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault,
APRES EN AVOIR DELIBERE,
Le quorum étant atteint

DÉCIDE

à l'unanimité des suffrages exprimés,
- d'adopter le règlement intérieur du Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault ci-annexé,
- de préciser que ce règlement intérieur entre en vigueur à compter de son adoption et se substitue au règlement intérieur précédemment maintenu à titre provisoire par délibération du 20 avril 2026.

Transmission au Représentant de l'État N° 4260
Publication le 02/10/2026
DÉLIBÉRATION CERTIFIÉE EXÉCUTOIRE
Gignac, le 02/10/2026
Identifiant de l'acte : 034-243400694-20260928-28266-DE-1-1
Auteur de l'acte : Jean-François SOTO, Président de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault

Le Président de la communauté de communes



Jean-François SOTO

Secrétaire de séance



Philippe LASSALVY

VALLÉE DE L'HÉRAULT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Règlement intérieur du Conseil communautaire

Approuvé par délibération
du Conseil communautaire en date du 28 septembre 2026

PREAMBULE

La loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République a prévu l'obligation pour les conseils municipaux des communes de plus de 3500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation. **Les organes délibérants des EPCI, comprenant une commune d'au moins 3 500 habitants, sont également tenus d'établir dans les mêmes conditions leur règlement intérieur[1].**

La réglementation impose au conseil l'obligation de fixer dans son règlement intérieur :

- les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire[2]
- les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés[3],
- les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales[4],
- les modalités du droit d'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité dans les bulletins d'information générale[5],
- les conditions de présentation et d'examen de la demande, émanant d'un sixième de conseillers, de constitution d'une mission d'information et d'évaluation, chargé de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communautaire ou de procéder à l'évaluation d'un service communautaire[6] ().

Toutefois, dans le souci d'informer le plus largement les membres du conseil, le présent règlement comprend en plus de ces dispositions obligatoires, les références aux principales règles de fonctionnement des assemblées délibérantes (conseil et bureau) définies par le Code général des collectivités territoriales. Dans le même esprit, sont également intégrées à ce règlement les règles relatives à la composition, au rôle et au fonctionnement des principales commissions émanant du Conseil communautaire.

⁂

[1] Article L.5211-1 du CGCT
2 Article L 2312-1 du CGCT
3 Article L.2121-12 du CGCT
4 Article L 2121-19 du CGCT
5 Article L 2121-27-1du CGCT
6 Article L2121-22-1 du CGCT

SOMMAIRE

TITRE 1 : REGLES DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE 5

CHAPITRE I : LES TRAVAUX PREPARATOIRES 6

DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE 6

Article 1 : Périodicité et lieux de tenue des séances 6

Article 2 : Convocations 6

Article 3 : Ordre du jour 7

Article 4 : Accès aux dossiers 7

CHAPITRE II : TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE 7

Article 5 : Présidence de séance 7

Article 6 : Quorum 8

Article 7 : Pouvoirs 8

Article 8 : Secrétariat de séance 8

Article 9 : Accès et tenue du public 9

Article 10 : Enregistrement des débats 9

Article 11 : Séance à huis clos 9

Article 12 : Participation du personnel communautaire et intervenants extérieurs 9

Article 13 : Participation aux délibérations et prévention des conflits d'intérêts 9

CHAPITRE III : DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS 10

Article 14 : Déroulement de la séance 10

Article 15 : Questions orales, questions écrites, vœux et amendements 10

Article 16 : Débats ordinaires 11

Article 17 : Débat d'orientation budgétaire 11

Article 18 : Vote du budget 12

Article 19 : Compte Financier Unique 12

Article 20 : Modalités du vote 12

Article 21 : Police de l'assemblée 14

Article 22 : Rappel au règlement 14

Article 23 : Suspension de séance 14

Article 24 : Clôture de toute discussion 14

Article 25 : Procès-verbaux 15

CHAPITRE V : CARACTERE EXECUTOIRE ET PUBLICITE DES DECISIONS 15

Article 27 : Publicité et caractère exécutoire des actes 15

Article 28 : Registre des actes administratifs 15

TITRE 2 : REGLES DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU COMMUNAUTAIRE **16**

Article 29 : Composition *16*

Article 30 : Attributions *16*

Article 31 : Périodicité et lieu des réunions *16*

Article 32 : Fonctionnement *17*

TITRE 3 : LA CONFERENCE DES MAIRES **17**

TITRE 4 : LES COMMISSIONS ET COMITES CONSULTATIFS **18**

CHAPITRE I : LES COMMISSIONS THEMATIQUES INTERCOMMUNALES *18*

Article 33 : Constitution *18*

Article 34 : Rôle et activité *18*

Article 35 : Composition *19*

Article 36 : Fonctionnement *19*

CHAPITRE II : COMMISSIONS OBLIGATOIRES *20*

Article 37 : Commission d'appel d'offres (CAO) *20*

Article 38 : Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) *24*

Article 39 : Commission intercommunale des impôts directs (CIID) *24*

CHAPITRE III : LES COMITES CONSULTATIFS *26*

TITRE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES **27**

Article 40 : Droits des conseillers communautaires *27*

Article 41 : Désignation des représentants dans les organismes extérieurs *31*

Article 42 : Information des conseillers et du public *31*

Article 44 : Interventions extérieures *32*

Article 45 : Consultations des électeurs des communes membres *32*

Article 46 : Groupes politiques *33*

Article 47 : Retrait d'une délégation à un vice-président *33*

Article 48 : Modification du règlement. *33*

Article 49 : Application du règlement. *34*

TITRE I : REGLES DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

La Communauté de communes Vallée de l'Hérault est administrée par un organe délibérant, le Conseil communautaire, composé de conseillers communautaires élus au suffrage universel direct au scrutin de liste dans les communes de 1000 habitants et plus, et désignés dans l'ordre de la liste des conseillers municipaux dans les communes de moins de 1000 habitants.

Le nombre et la répartition des sièges de la communauté de communes ont été établis par accord local conformément aux dispositions légales en vigueur[7], Dès lors, le Conseil communautaire de la communauté de communes compte actuellement 51 sièges. Seules les communes ne disposant que d'un seul siège ont un suppléant. Ce suppléant a voix délibérative uniquement en l'absence du conseiller titulaire.

En cas de suspension ou de dissolution d'un conseil municipal ou de démission de tous les membres en exercice, le mandat des conseillers communautaires est prorogé jusqu'aux nouvelles élections.
Dans les communes de 1000 habitants et plus, lorsque le siège d'un conseiller communautaire devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat de même sexe élu conseiller municipal ou conseiller d'arrondissement suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller à remplacer a été élu.

En cas de cessation du mandat d'un conseiller communautaire dans les communes de moins de 1000 habitants, il est remplacé par le premier membre du conseil municipal n'exerçant pas de mandat de conseiller communautaire qui le suit dans l'ordre du tableau établi à la date où la vacance de son siège devient définitive.

Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1. Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
2. De l'approbation du compte financier unique ;
3. Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
4. Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
5. De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
6. De la délégation de la gestion d'un service public ;
7. Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

[7] *Article L5211-6-1 du CGCT*

CHAPITRE I : LES TRAVAUX PREPARATOIRES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 1 : Périodicité et lieux de tenue des séances

Le Conseil communautaire se réunit au moins une fois par trimestre.

À cette fin, le président convoque les membres de l'organe délibérant. Les séances se tiennent au siège de la communauté de communes ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres, sous réserve que ce lieu ne contrevienne pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances.

Le principe d'une réunion mensuelle le lundi a été retenu selon un calendrier prévisionnel.

Le président peut, en outre, réunir le Conseil communautaire chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours lorsque la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'État dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil communautaire en exercice. En cas d'urgence, le représentant de l'État dans le département peut abréger ce délai.

Article 2 : Convocations

Toute convocation est faite par le président et en cas d'absence par celui qui le remplace.

Elle indique les questions portées à l'ordre du jour et elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient en principe au siège de la communauté de communes. Sont joints à la convocation, le procès-verbal des débats de la séance précédente, une note explicative de synthèse accompagnant chacune des affaires soumises à délibération ainsi que des annexes permettant d'apprécier les motifs des décisions à prendre et d'en mesurer toutes les conséquences, et enfin la liste des décisions prises par le président depuis la dernière séance.

La convocation est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers communautaires en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.[8]

Le délai légal de convocation est fixé à cinq jours francs. Dans la pratique, les convocations sont adressées aux conseillers communautaires, dans la mesure du possible, huit à dix jours avant la date de la séance, afin de leur permettre de disposer d'un délai suffisant pour prendre connaissance des dossiers inscrits à l'ordre du jour et préparer les débats.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le président, sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Dans ce cas, le président en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil communautaire qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

[8] Article L2121-10 du CGCT

Article 3 : Ordre du jour

Le président fixe l'ordre du jour des séances du Conseil communautaire après avis du bureau. L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Les affaires soumises à l'ordre du jour peuvent être préalablement soumises pour avis aux commissions thématiques intercommunales compétentes.

En outre, tout conseiller communautaire peut proposer au président l'inscription d'une question à visée délibérative à l'ordre du jour, sous réserve que celle-ci s'inscrive dans les attributions du Conseil communautaire.

Les points soumis au vote de l'assemblée étant examinés en amont par le bureau communautaire, il conviendra de respecter un délai de 20 jours minimum avant la tenue du Conseil communautaire pour communiquer à la Direction générale des services (Administration générale - service Assemblées) les éventuelles propositions faites par les élus communautaires. À titre d'information, le calendrier des assemblées est consultable sur le site web de la communauté de communes.

En cas de transmission hors délai, les propositions pourront faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du conseil suivant.

Article 4 : Accès aux dossiers

Tout membre du Conseil communautaire a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la communauté qui font l'objet d'une délibération ou d'une décision du président prise par délégation du Conseil communautaire.

Durant les cinq jours précédant la séance, les conseillers communautaires peuvent consulter les dossiers sur rendez-vous aux jours et heures ouvrables auprès de la Direction générale des services (Administration générale - service Assemblées).

Lorsqu'une affaire inscrite à l'ordre du jour concerne un contrat ou un marché, les pièces correspondantes peuvent, à la demande d'un conseiller communautaire, être consultées dans les mêmes conditions.

CHAPITRE II : TENUE DES SEANCES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Article 5 : Présidence de séance

La présidence de l'assemblée est assurée par le président de la communauté de communes. En cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le président est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le premier vice-président puis, le cas échéant, par les vice-présidents dans l'ordre des nominations.

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du président est présidée par le plus âgé des membres du Conseil communautaire.

Article 6 : Quorum

Le Conseil communautaire ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12 du CGCT, ce quorum n'est pas atteint, le Conseil communautaire est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être vérifié et atteint à l'ouverture de la séance mais également à chaque délibération[9]. Ainsi, si un conseiller communautaire s'absente pendant la séance, celle-ci ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le président lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les conseillers en exercice auxquels une disposition légale interdit de prendre part à la délibération ou impose de se retirer ne sont pas pris en compte dans le calcul du quorum applicable à cette délibération.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 7 : Pouvoirs

Un conseiller communautaire titulaire empêché d'assister à une séance est remplacé par son suppléant s'il en a un, lui-même rendu destinataire de la convocation à la séance du conseil et de ses pièces annexes. En cas d'empêchement du suppléant ou bien si le conseiller n'a pas de suppléant, il peut donner à un autre conseiller titulaire de son choix pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même conseiller communautaire ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs sont remis au président au plus tard en début de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché ou doivent être parvenus par courrier ou courriel avant la séance du conseil auprès de la Direction générale des services (Administration générale - service Assemblées).

La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers communautaires qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au président leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 8 : Secrétariat de séance

Au début de chacune de ses séances, le Conseil communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

---

[9] Conseil d'Etat, 23 mars 1988, n° 67694

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations. Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du président et restent tenus à l'obligation de réserve.

Le secrétaire de séance assiste le président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Article 9 : Accès et tenue du public

Les séances du Conseil communautaire sont publiques. Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 10 : Enregistrement des débats

Les séances du Conseil communautaire sont enregistrées et retransmises par les moyens de communication audiovisuelle sauf aléas techniques ou contraintes particulières.

L'enregistrement des débats par un membre du conseil ou un membre de l'assistance est permis dès lors que les modalités de l'enregistrement ne sont pas de nature à troubler le bon ordre des travaux de l'assemblée. En revanche, aucun enregistrement n'est possible pour les séances qui se tiennent à huit clos.

Article 11 : Séance à huis clos

Sur la demande de trois membres ou du président, le Conseil communautaire peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se réunir à huis clos. La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du Conseil communautaire. Lorsqu'il est décidé que le Conseil communautaire se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 12 : Participation du personnel communautaire et intervenants extérieurs

Peuvent assister aux séances du Conseil communautaire les agents de la communauté de communes ainsi que toute personne qualifiée désignée par le président en raison des questions inscrites à l'ordre du jour.

Ces personnes peuvent être invitées par le président à présenter les points relevant de leur domaine de compétence ou à apporter toute précision utile aux débats.

Article 13 : Participation aux délibérations et prévention des conflits d'intérêts

Les membres du Conseil communautaire ne peuvent prendre part aux délibérations et aux votes relatifs aux affaires dans lesquelles ils ont un intérêt personnel ou au titre desquelles ils agissent comme mandataires. Ils se retirent de la salle des délibérations pendant l'examen et le vote des affaires concernées.

CHAPITRE III : DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS

Le Conseil communautaire règle par ses délibérations les affaires du territoire intercommunal.

Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.

Le Conseil communautaire émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Article 14 : Déroulement de la séance

Le président ouvre la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Il demande au Conseil communautaire de nommer le secrétaire de séance.

Il rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du Conseil communautaire et appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Une modification dans l'ordre des affaires soumises à délibération peut être décidée par le président, sans pouvoir donner lieu à débat ni à vote du conseil communautaire.

Le président peut décider de reporter l'examen d'une affaire à une séance ultérieure, notamment lorsqu'un complément d'information apparaît nécessaire.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le président conformément à leur(s) délégation(s) de fonction(s). Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du président lui-même, du vice-président compétent ou d'une personne qualifiée à qui le président donne la parole.

En cas d'absence du rapporteur désigné, le président pourvoit à son remplacement.

Article 15 : Questions orales, questions écrites, vœux et amendements

Article 15 -1 : Questions orales :

Les conseillers communautaires ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la communauté de communes. Elles sont transmises au président deux jours ouvrés au moins avant la date du conseil. À défaut elles seront reportées à la séance ultérieure la plus proche.

Ces questions ne donnent pas lieu à un vote. Elles ne donnent pas non plus lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers communautaires présents.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance du Conseil. La durée consacrée à cette partie pourra être limitée à quinze minutes au total afin de garantir le bon déroulement de la séance. Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifient, le président peut décider de les transmettre pour examen aux commissions concernées ou bien d'y répondre lors d'une séance ultérieure.

Article 15-2 : Questions écrites

Chaque membre du Conseil communautaire peut adresser au président des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la communauté de communes ou ses actions.

Ces questions devront être transmises par courriel adressé au président au plus tard trois jours ouvrés avant la séance afin de lui permettre de bénéficier du temps nécessaire pour y répondre. Les questions déposées après ce délai sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Le président communique au conseil le libellé de la question et y apporte une réponse en séance.

Article 15-3 : Vœux

Le Conseil communautaire peut émettre des vœux sur tous les sujets d'intérêt local. Tout conseiller communautaire peut présenter un projet de vœu selon les mêmes modalités que pour les questions écrites. Si l'actualité et les circonstances le justifient, le président peut annoncer en ouverture de séance, la présentation du vœu.

Article 15-4 : Amendements

Des amendements ou contre-projets peuvent être déposés sur toutes les affaires inscrites à l'ordre du jour du Conseil communautaire. Ils doivent être motivés, rédigés et signés par le ou les conseillers communautaires rédacteurs et remis au président de la communauté lors de la séance ou idéalement deux jours ouvrés avant sa tenue.

Le Conseil communautaire décide à la majorité si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Article 16 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le président aux membres du Conseil communautaire qui la demandent. Tout membre du conseil communautaire ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre. Les membres du Conseil communautaire prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.
Lorsqu'un membre du Conseil communautaire s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des attaques personnelles, des propos injurieux, ou diffamatoires, la parole peut lui être retirée par le président qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 21.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 17 : Débat d'orientation budgétaire

Dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, le président présente au Conseil communautaire, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil communautaire dans les conditions fixées par le présent règlement intérieur.

Pour la préparation de ce débat, toute convocation est accompagnée du rapport susmentionné, ainsi que des annexes aux documents budgétaires prévus par les lois et règlements en vigueur afin que les conseillers disposent des informations suffisantes sur la préparation du budget communautaire.

Le débat d'orientation budgétaire a lieu lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet.

Il est pris acte de ce débat, qui ne donne pas lieu à un vote, par une délibération spécifique.

Article 18 : Vote du budget

Le budget de la communauté est proposé par le président et voté par le Conseil communautaire.

Les conseillers communautaires ont le droit de se faire communiquer par le président tous les documents budgétaires dont disposent les services. Une note explicative de synthèse est également jointe à la convocation des membres de l'assemblée délibérante.

Par dérogation au délai de convocation de droit commun, la convocation à la séance au cours de laquelle le budget est soumis au vote est adressée dans le délai de 12 jours calendaires au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget.

Le quorum doit être réuni au moment du vote.

Le vote se fait par chapitre ou si l'assemblée délibérante le décide par article.

Ce budget doit être voté par l'assemblée délibérante chaque année au plus tard le 15 avril de l'exercice concerné, ou en cas d'élections locales au plus tard le 30 avril de l'exercice concerné.

Article 19 : Compte Financier Unique

Le compte financier unique est présenté annuellement par le président au Conseil communautaire. Son adoption intervient au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte.
Lors de la séance au cours de laquelle le compte financier unique est débattu, le Conseil communautaire élit un président de séance parmi ses membres.

Le compte financier unique est adopté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Le président de la communauté de communes peut, même s'il n'est plus en fonctions, assister à la discussion. Il doit toutefois se retirer au moment du vote.

Article 20 : Modalités du vote

Article 20- 1 : Vote des délibérations

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés sauf dispositions contraires prévues par la loi ou les règlements. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Le Conseil communautaire vote de l'une des quatre manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.
- par voie électronique

Le vote à main levée est constaté par le président et le secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret, soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le conseil peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président.[10]

Article 20-2 : Usage du vote électronique

Au début de chaque séance où il est fait usage du vote électronique, un badge nominatif est remis à chaque membre du conseil.
Au début de la séance comme en cours de séance, le détenteur d'un pouvoir dûment établi dans les conditions définies au présent règlement, se voit remettre le badge de son mandant.

Le recours au système de vote électronique, permettant de connaître a posteriori, le sens du vote de chaque membre du conseil, les règles relatives au vote au scrutin public énoncées par le présent règlement s'appliquent.

Si après l'annonce du résultat du vote électronique, un membre du conseil souhaite s'assurer de l'exactitude de son vote, il doit en faire la demande publiquement auprès du président. Mention sera faite de sa demande orale et du sens de son vote au procès-verbal de la séance.

Si un élu quitte la séance avant la fin de celle-ci, il peut remettre son badge de vote à un autre élu à condition d'établir un pouvoir écrit dans les conditions fixées au présent règlement. Un même élu ne peut donc être détenteur de plus de deux badges de vote électronique.

[10] Article L2121-21 du CGCT

S'il s'avère qu'un badge de vote électronique est défectueux, l'élu concerné le fait savoir immédiatement au président de séance afin qu'un autre badge lui soit attribué.

En cas de dysfonctionnement du système de vote électronique, le président peut décider de recourir à tout autre mode de scrutin prévu par le présent règlement.

Article 21 : Police de l'assemblée

Le président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre, interrompt les débats, cause ou provoque un tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut rappeler à l'ordre tout conseiller qui entrave le bon déroulement de la séance. Si celui-ci persiste à troubler les travaux de l'assemblée, le président peut lui retirer la parole, suspendre la séance ou la lever.

En cas de crime ou de délit (propos injurieux ou diffamatoires …), le Président en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Article 22 : Rappel au règlement

Tout conseiller communautaire peut demander la parole pour un rappel au règlement lorsqu'il estime qu'une disposition du présent règlement n'est pas respectée.

Le président statue sur le rappel au règlement et prend, le cas échéant, toute mesure nécessaire au bon déroulement de la séance.

Article 23 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Le président peut mettre aux voix toute demande émanant du tiers des conseillers présents.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Le quorum est vérifié après chaque suspension de séance.

Article 24 : Clôture de toute discussion

Les membres du Conseil communautaire prennent la parole dans l'ordre déterminé par le président.
Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux débats ainsi qu'à la séance.

CHAPITRE IV : PROCES VERBAUX DES DEBATS ET LISTE DES DECISIONS

Article 25 : Procès-verbaux

Le procès-verbal de chaque séance est rédigé par le secrétaire de séance. Il retrace les délibérations adoptées, les résultats des scrutins et la teneur des discussions intervenues au cours de la séance.

Il est arrêté au commencement de la séance suivante et signé par le président et le secrétaire de séance.

Les conseillers communautaires peuvent, à cette occasion, demander la rectification des mentions qui ne reflètent pas fidèlement leurs interventions ou le déroulement de la séance.

Dans la semaine suivant la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique, de manière permanente et gratuite, sur le site internet de la communauté de communes. Un exemplaire sur papier est également mis à la disposition du public.

L'original du procès-verbal est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.

Article 26 : Liste des délibérations examinées

Dans un délai d'une semaine suivant chaque séance du Conseil communautaire, la liste des délibérations examinées est affichée au siège de la communauté de communes et publiée sur son site internet.

CHAPITRE V : CARACTERE EXECUTOIRE ET PUBLICITE DES DECISIONS

Article 27 : Publicité et caractère exécutoire des actes

Les actes de la communauté de communes deviennent exécutoires après l'accomplissement des formalités de publicité ou de notification applicables et, lorsqu'ils y sont soumis, leur transmission au représentant de l'État.

Les actes réglementaires et les décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel sont publiés sous forme électronique sur le site internet de la communauté de communes, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Les décisions individuelles sont notifiées aux intéressés.

Article 28 : Registre des actes administratifs

Les délibérations du Conseil communautaire, ainsi que les décisions du Président prises par délégation, sont inscrites, par ordre de date, sur un registre coté et paraphé par le président.
Chaque feuillet clôturant une séance rappelle les numéros d'ordre des délibérations adoptées et comporte la liste des membres présents ainsi qu'un emplacement pour la signature du président et du ou des secrétaires de séance.
Les feuillets sont reliés au plus tard à la fin de chaque année, dans des conditions propres à assurer leur conservation et leur lisibilité.
Le registre est tenu sur papier. Il peut également être tenu, à titre complémentaire, sous forme numérique.
Il est consultable au siège de la communauté de communes au service des assemblées.

TITRE 2 : REGLES DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

Article 29 : Composition

Le Bureau est composé du président, de 15 vice-présidents et de 11 membres, conseillers délégués. Il est présidé par le président. En cas d'absence ou d'empêchement, le président est suppléé par un vice-président dans l'ordre des nominations.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur de l'effectif total de l'organe ne délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

L'organe délibérant peut toutefois, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze, Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Article 30 : Attributions[11]

Le Bureau assiste le président dans l'exercice de ses fonctions.

Il étudie les dossiers qui seront présentés en conseil ainsi que les avis rendus par les commissions. Il constitue une instance de concertation et d'échange sur les affaires relevant des compétences de la communauté de communes.

Article 31 : Périodicité et lieu des réunions

Le Bureau se réunit en principe de façon hebdomadaire. Les plannings sont établis de manière annuelle sur un créneau hebdomadaire préalablement défini de manière concertée par ses membres.

Le Bureau se réunit également sur demande du président chaque fois qu'il le juge utile, ou sur demande d'au moins la moitié de ses membres.

Les réunions de Bureau se tiennent ordinairement au siège de la Communauté et peuvent, à titre exceptionnel se tenir en tout autre lieu déterminé par le président.

Les séances du bureau ne sont pas publiques.

Article 32 : Fonctionnement

Le Bureau est une instance de travail dépourvue de portée décisionnelle. La convocation est faite par le président. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les membres du Bureau en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour et est accompagnée des documents afférents.

Sont ordinairement conviés aux séances des bureaux :
- les membres du bureau
- des membres de l'administration

Le président peut inviter toute personne qualifiée dans le cas où une question particulière intéressant une compétence communautaire serait concernée.

Le président évoque les points à discuter et chaque membre du bureau est invité à prendre la parole lors d'un tour de table.

TITRE 3 : LA CONFERENCE DES MAIRES

Dans un souci de transparence et de représentativité de chaque commune, une Conférence des maires est instituée.

La Conférence des maires est présidée par le Président de la Communauté de communes et réunit les maires des vingt-huit communes membres. En cas d'empêchement, un maire peut se faire représenter par un élu de sa commune.

Elle se réunit, sur un ordre du jour déterminé, à l'initiative du Président et/ou du Bureau communautaire. Elle peut également être réunie à la demande d'un tiers des maires, dans la limite de quatre réunions par an.

La Conférence des maires a une vocation strictement consultative. Elle constitue une instance privilégiée de dialogue entre la Communauté de communes et les communes membres. Elle peut notamment être réunie pour échanger sur des sujets d'intérêt communautaire structurants, recueillir l'avis des maires et favoriser la recherche de positions partagées.

En fonction des sujets inscrits à l'ordre du jour, le Président peut inviter à participer aux réunions toute personne dont l'expertise ou les fonctions sont utiles aux échanges, notamment des agents des communes membres ou de la Communauté de communes. Ces personnes participent aux échanges sans prendre part aux avis de la Conférence des maires.

Lorsqu'elle émet un avis, celui-ci est transmis ou mis à disposition de manière dématérialisée par la Communauté de communes à l'ensemble des conseillers municipaux des communes membres. Il est également consultable en mairie par les conseillers municipaux qui en font la demande.

TITRE 4 : LES COMMISSIONS ET COMITES CONSULTATIFS

CHAPITRE I : LES COMMISSIONS THEMATIQUES INTERCOMMUNALES

Article 33 : Constitution

Le Conseil communautaire peut créer des commissions chargées d'étudier les questions qui lui sont soumises par le président ou à l'initiative de l'un de ses membres.

Ces commissions permanentes sont créées par délibération du Conseil communautaire au regard des compétences exercées par la communauté.

Les commissions intercommunales permanentes sont les suivantes :

- **Commission économie attractive et durable** : économie, commerce, tourisme, loisirs, métiers d'art, innovation, numérique, activités de pleine nature et sports
- **Commission territoire soutenable « cadre de vie » et « environnement » :** habitat, aménagement durable, urbanisme, revitalisation et centralités, mobilités, foncier, déchets, biodiversité, politiques environnementales, plan climat, Grand site de France, GEMAPI, risques
- **Commission services aux familles :** petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité
- **Commission culture :** lecture publique, école de musique, patrimoine culturel
- **Commission pilotage et performance des politiques publiques** : finances, fiscalité, évaluation, ressources humaines, transformation numérique, communication

Le Conseil communautaire peut également décider de créer des commissions intercommunales temporaires afin d'examiner des affaires spécifiques.

Dans les huit jours qui suivent leur nomination, les commissions sont convoquées par le président, qui en est le président de droit, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Lors de cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui les convoque et les préside en cas d'absence ou d'empêchement du président.

Article 34 : Rôle et activité

Les commissions étudient les dossiers relevant de leur champ de compétence et les affaires qui leur sont soumises.

Elles n'ont pas de pouvoir de décision. Elles émettent de simples avis et formulent des propositions pouvant être portés devant le bureau.

Article 35 : Composition

La composition des commissions est arrêtée par le Conseil communautaire en début de mandat. Chaque commission comprend, en principe, vingt-huit membres au maximum, à raison d'un représentant par commune du territoire. Ce représentant peut être un conseiller communautaire ou un conseiller municipal de la commune concernée. La présence éventuelle du président, des vice-présidents et des conseillers délégués n'est pas prise en compte pour déterminer si leur commune dispose déjà d'un représentant.

Ce mode de désignation ne saurait toutefois avoir pour effet de méconnaître l'exigence de représentation pluraliste, laquelle implique que les différentes sensibilités de l'assemblée délibérante puissent être représentées au sein des commissions. Afin de garantir cette exigence sans remettre en cause la composition issue des désignations communales, tout conseiller communautaire déclarant ne pas appartenir à la majorité peut, s'il le souhaite, être membre d'une ou plusieurs commissions thématiques, en sus des membres désignés. Les conseillers communautaires concernés se font connaître auprès du président et indiquent la ou les commissions au sein desquelles ils souhaitent siéger.

Ces désignations supplémentaires peuvent ainsi porter le nombre total de membres de la commission au-delà de vingt-huit. Elles ne doivent pas avoir pour objet d'accorder une représentation supplémentaire à une commune, mais exclusivement de garantir l'expression pluraliste des élus.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au Conseil communautaire.

Les conseillers communautaires et les conseillers municipaux des communes membres de la communauté peuvent assister aux réunions de toute commission autre que celle dont ils sont membres après en avoir informé sur demande motivée le président de la commission au moins deux jours ouvrés avant la réunion.

Les modifications de la composition des commissions ne peuvent intervenir qu'en cas de vacance d'un siège, de perte de la qualité d'élu ou de tout autre motif justifiant une mise à jour.

Article 36 : Fonctionnement

Chaque commission se réunit sur convocation du président de la communauté de communes ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, de son vice-président. Elle est également réunie à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation est transmise de manière dématérialisée ou, si les membres des commissions en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse. Elle précise l'ordre du jour de la réunion de la commission et, le cas échéant, est accompagnée des documents nécessaires à l'examen des affaires inscrites.

Les réunions se tiennent habituellement au siège de la communauté de communes. Elles peuvent également se tenir en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elles ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.
Les commissions statuent à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum soit exigé.

Le président de la commission transmet dans les dix jours après chaque réunion le compte-rendu de celle-ci à chacun des membres la composant.

CHAPITRE II : COMMISSIONS OBLIGATOIRES

Article 37 : Commission d'appel d'offres (CAO)

Préambule :

Le Code de la commande publique n'évoque pas les règles de composition et de fonctionnement de la CAO. Ces dernières relèvent uniquement du Code général des collectivités territoriales. Cependant, aucune disposition particulière concernant les convocations, l'ordre du jour, les remplacements n'est prévue. Les dispositions ci-dessous ont par conséquent vocation à en fixer les modalités.

Article 37-1 : Composition

Présidence

Le président de la communauté de communes préside la commission d'appel d'offres. Il peut, par arrêté, désigner un représentant chargé de le suppléer pour la présidence de la commission. Ce représentant ne peut être choisi parmi les membres titulaires ou suppléants élus de la commission.

Composition

- **Membres à voix délibérative**

La commission est composée du président de la communauté de communes ou de son représentant, et de cinq membres titulaires élus par le Conseil communautaire en son sein, à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de cinq membres suppléants. Disposent d'une voix délibérative le président ou son représentant ainsi que ces cinq membres élus présents ou régulièrement remplacés.

- **Membres à voix consultative**

Peuvent participer à la CAO, avec voix consultative :

- les agents du service de la Commande publique,
- les agents des services compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation,
- le maître d'œuvre chargé du suivi de l'exécution des travaux ou de la prestation.

Les membres cités ci-dessus sont désignés par le président de la CAO. Par ailleurs peuvent être invités par le président de la CAO :

- le comptable de la collectivité,
- un représentant du ministre chargé de la concurrence, des personnalités en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché.

Les éventuelles observations du comptable ou du représentant du ministre de la concurrence seront consignées au procès-verbal de la CAO

Article 37-2 : Rôle

Compétences obligatoires

Conformément à l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Commission d'Appel d'Offres (CAO) est l'organe compétent pour attribuer tous les marchés conclus au-delà des seuils européens selon une procédure formalisée (appel d'offres, procédure avec négociation ou de dialogue compétitif).

La CAO exerce ainsi notamment les missions suivantes :

- choix de l'offre économiquement la plus avantageuse et attribution du marché,
- avis sur tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % pour les marchés ayant été soumis à la CAO

En cas d'urgence impérieuse, le marché peut être attribué sans réunion préalable de la commission dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.

Consultation facultative

Le président peut saisir la commission pour avis sur une procédure ou un projet de marché ne relevant pas de sa compétence obligatoire. Dans ce cas, la commission intervient à titre consultatif. Son avis ne lie pas l'autorité compétente pour attribuer ou signer le marché.

Les règles de quorum prévues pour l'exercice des compétences obligatoires de la commission ne sont pas applicables à cette consultation facultative. Toutefois, la réunion ne peut se tenir en l'absence du président de la commission ou de son représentant.

Article 37-3 : Fonctionnement

Convocation

Les convocations aux réunions de la commission sont adressées par voie électronique à ses membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion. Il leur est demandé d'en accuser réception. Si un membre titulaire ne peut assister à la séance, il lui appartient de prévenir le secrétariat de la commission au plus vite en cas d'indisponibilité afin que sa suppléance puisse être utilement organisée. La convocation mentionne l'ordre du jour prévisionnel de la réunion. Cet ordre du jour peut être modifié jusqu'au jour de la réunion de la commission.

Quorum et votes

Les membres de la CAO (président et membres titulaires ou suppléants présents en remplacement d'un ou plusieurs titulaires) ont voix délibérative. L'attribution du marché doit être approuvée à la majorité des votants. En cas de partage égal de voix, le Président a voix prépondérante.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents pour la tenue de l'ensemble de la réunion. Il est donc atteint avec la présence du Président et de trois membres (soit 4 personnes au total).

Les membres suppléants présents, en remplacement d'un membre titulaire, sont comptés dans les vérifications du quorum. Si après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

En l'absence du président de la commission ou de son représentant, la réunion ne peut avoir lieu.

Déroulement de la CAO

Préalablement aux débats, l'agent de la direction compétente qui fait l'objet de la consultation présente le dossier et notamment les critères de sélection mis en œuvre. Il donne lecture du rapport d'analyse, et les appréciations portées sur les candidatures et les offres ainsi que le classement qui en découle, afin que les membres de la CAO puissent se prononcer en toute connaissance de cause.

Ce rapport présenté doit indiquer les raisons qui ont amené l'acheteur à éliminer une candidature ou une offre, irrégulière, inacceptable, inappropriée ou anormalement basse.

La commission peut demander tout complément d'information nécessaire à l'exercice de sa compétence.

Rédaction du procès-verbal

Un procès-verbal est établi à l'issue de chaque réunion. Il mentionne notamment :

– les membres ayant voix délibérative présents ;
– les membres titulaires remplacés et les suppléants appelés à siéger ;
– les personnes ayant participé avec voix consultative ;
– les éventuelles observations formulées par le comptable public ou le représentant du ministre chargé de la concurrence ;
– les décisions ou avis rendus ;
– le résultat des votes.

Le procès-verbal est signé par le président de séance et les membres ayant voix délibérative présents. Le secrétariat de la commission est assuré par un agent du service chargé de la commande publique, qui établit le procès-verbal.

Réunions à distance

Les délibérations de la Commission d'Appel d'Offres peuvent être organisées à distance dans les conditions réglementaires.[12]

Le dispositif utilisé doit permettre :

– l'identification des participants ;
– leur participation effective et simultanée aux échanges ;
– la transmission sécurisée des documents ;
– la vérification du quorum ;
– la confidentialité des débats et des votes.

Le procès-verbal précise que la réunion s'est tenue à distance et indique les modalités techniques utilisées.

[12] Article L1414-2 du CGCT

Caractère non public des réunions

Les réunions de la CAO ne sont pas publiques. Les candidats et représentants des entreprises intéressées par la procédure ne peuvent donc pas y assister.

Déontologie et confidentialité

Les membres de la commission exercent leurs fonctions avec impartialité. Tout membre qui estime se trouver dans une situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts en informe le président de la commission dès qu'il a connaissance du dossier concerné. Il ne participe ni à l'examen du dossier, ni aux débats, ni au vote. Son retrait est mentionné au procès-verbal. Il est remplacé, lorsque cela est possible, par un membre suppléant. Les mêmes obligations s'imposent aux personnes participant à la réunion avec voix consultative. Les membres et les personnes assistant aux réunions sont tenus à la confidentialité des informations non publiques dont ils ont connaissance.

Les rapports d'analyse des candidatures et des offres, les informations couvertes par le secret des affaires ainsi que le contenu des débats ne peuvent être communiqués en dehors des conditions prévues par les textes applicables.

Article 37-4 : Remplacement d'un membre de la CAO

Remplacement temporaire

Les suppléants ont vocation à remplacer temporairement les membres titulaires de la CAO. La présence d'un suppléant est admise au sein de la commission dès lors qu'un titulaire est absent. Si les deux sont présents, seul le titulaire peut voter et signer le procès-verbal. De manière à respecter l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée dans le cadre de la CAO, un suppléant ne peut remplacer un titulaire que dans la mesure où il appartient à la même liste présentée pour l'élection.

Remplacement permanent

En cas de vacance définitive, il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire de ladite liste.

Le remplacement du suppléant ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après le dernier membre suppléant retenu.

Il est procédé au renouvellement intégral lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues ci-dessus, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

Article 37-5 : Jury de concours

Il se compose des mêmes membres de droit que la CAO auquel le président peut adjoindre, avec voix délibérative, au plus « cinq personnalités dont il estime que la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours. Lorsqu'une qualification professionnelle est exigée des candidats pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury ont cette qualification ou une qualification équivalente. Ils sont désignés par le président.

Ce jury est composé exclusivement de personnes indépendantes des participants au concours. Les règles relatives à la prévention des conflits d'intérêts et à la confidentialité prévues au présent article leur sont applicables.

Article 38 : Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT)

Article 38-1 : Composition

La CLECT est créée par le Conseil communautaire qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées. Chaque commune membre de l'EPCI doit obligatoirement disposer d'un représentant au sein de la CLECT. Elle compte nécessairement au minimum autant de membres que l'établissement compte de communes membres. La parité n'est pas imposée. Un conseiller municipal peut siéger à la fois au sein de l'organe délibérant de l'EPCI et à la commission d'évaluation des charges. La CLECT peut faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts.

Article 38-2 : Rôle

La CLECT est chargée d'évaluer le coût net des dépenses transférées des communes membres à l'EPCI, lors de chaque transfert de compétences. Elle peut également, à la demande du Conseil communautaire ou du tiers des conseils municipaux des communes membres, établir une estimation prospective des charges susceptibles d'être transférées entre la communauté de communes et ses communes membres.

Article 38-3 : Fonctionnement

La commission élit son président et son vice-président parmi ses membres. Le président convoque la commission et détermine l'ordre du jour. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président.

La commission détermine les modalités d'évaluation des charges transférées conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts. Elle rend ses conclusions au cours de la première année en fiscalité propre unique (FPU) et lors de chaque transfert de charges ultérieur. Elle établit, dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert, un rapport évaluant le coût net des charges transférées. Le président de la commission transmet ce rapport aux conseils municipaux des communes membres ainsi qu'au Conseil communautaire.

Le rapport est soumis à l'approbation des conseils municipaux dans un délai de trois mois à compter de sa transmission. Il est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du Code général des collectivités territoriales.

Article 39 : Commission intercommunale des impôts directs (CIID)

Article 39-1 : Composition

La CIID est composé de onze membres parmi lesquels le président de la communauté (ou un vice-président délégué) qui la préside ainsi que dix commissaires titulaires.

Dix commissaires suppléants sont également désignés.

Les commissaires et leurs suppléants sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables dressée par l'organe délibérant de l'EPCI sur proposition de ses communes membres.

La durée des mandats des commissaires est la même que celle de l'organe délibérant de l'EPCI.

Peuvent participer aux travaux de cette commission, sans voix délibérative, trois agents au plus pour les établissements publics de coopération intercommunale dont la population est comprise entre 10 000 et 150 000 habitants.

Article 39-2 : Rôle

La CIID intervient, sur le territoire de la communauté de communes, dans les procédures relatives à l'évaluation des valeurs locatives des locaux professionnels.

Elle émet notamment un avis sur les projets relatifs :

– à la délimitation des secteurs d'évaluation ;
– aux tarifs applicables par catégorie de locaux ;
– à la définition des parcelles auxquelles s'appliquent les coefficients de localisation ;
– aux modifications ultérieures de ces coefficients.

Elle est également tenue informée des évaluations des établissements industriels réalisées selon la méthode comptable, en lieu et place des commissions communales des impôts directs.

La CIID exerce un rôle consultatif, dans les conditions et délais prévus par le Code général des impôts.

Article 39-3 : Fonctionnement

La CIID se réunit dans un délai de deux mois :

- à la demande du directeur départemental des finances publiques ou du DRFIP du département du siège de l'EPCI (ou de son délégué),
- et sur convocation du président de l'EPCI (ou du vice-président délégué) ou à défaut du plus âgé des commissaires titulaires.

En cas de défaut de réunion dans ce délai, il est considéré qu'elle refuse de prêter son concours.

Si le directeur départemental des finances publiques n'a pas invité le président de l'EPCI à réunir la commission avant le 31 janvier de l'année au titre de laquelle les modifications relatives aux évaluations foncières doivent être intégrées dans ces rôles, ce dernier peut prendre l'initiative de la convoquer, après en avoir informé le directeur départemental des finances publiques.

Les membres de la commission délibèrent en commun à la majorité des suffrages exprimés.

Les commissaires doivent être au moins neuf présents pour délibérer. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

CHAPITRE III : LES COMITES CONSULTATIFS

Le Conseil communautaire peut créer des comités consultatifs sur toute affaire d'intérêt intercommunal relevant des compétences de la communauté de communes.

La composition, les missions et les modalités de fonctionnement de chaque comité sont fixées par délibération du Conseil communautaire, sur proposition du président.

Chaque comité est présidé par un membre du Conseil communautaire désigné par le président.

Les comités consultatifs peuvent comprendre des conseillers communautaires ainsi que des personnalités extérieures particulièrement qualifiées ou directement concernées par les questions soumises à leur examen, notamment des représentants d'associations locales ou d'organismes intéressés. Ces membres sont désignés par le Conseil communautaire, sur proposition du président.

Les comités consultatifs peuvent être saisis par le président de toute question entrant dans leur champ de compétence. Ils peuvent également formuler toute proposition ou tout avis sur les sujets pour lesquels ils ont été institués.

Les avis rendus par les comités consultatifs sont consultatifs. Ils ne lient ni le président ni le Conseil communautaire.

TITRE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 40 : Droits des conseillers communautaires

Article 40-1 : Autorisations d'absence et crédits d'heures

Les membres du Conseil communautaire exerçant une activité professionnelle bénéficient, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales, d'autorisations d'absence leur permettant de se rendre et de participer aux séances du Conseil communautaire ainsi qu'aux réunions des commissions, du bureau et des organismes dans lesquels ils représentent la communauté de communes.

Indépendamment de ces autorisations d'absence, ils bénéficient d'un crédit d'heures forfaitaire et trimestriel destiné à leur permettre de disposer du temps nécessaire à l'exercice de leur mandat et à la préparation des réunions des instances dans lesquelles ils siègent. Compte tenu de la population regroupée de la communauté de communes, comprise entre 30 000 et 99 999 habitants, ce crédit d'heures est fixé comme suit :

Population regroupée de l'EPCI (nombre d'habitants)	Président	Vice-présidents	Vice-président ou conseiller communautaire suppléant le président	Conseiller communautaire sans délégation de fonction	Conseiller communautaire avec délégation de fonctions
De 30 000 à 99 999 habitants	140 heures	140 heures	Même crédit d'heures que pour le président dont l'élu assure la suppléance	35 heures	Même crédit d'heures que pour le vice-président du même établissement

Les crédits d'heures détenus au titre de plusieurs mandats sont cumulables dans les limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Les heures non utilisées au cours d'un trimestre ne sont pas reportables. En cas de travail à temps partiel, le crédit d'heures est réduit proportionnellement à la durée du travail.

L'élu informe son employeur, dans les conditions réglementaires applicables, des absences qu'il envisage d'utiliser. L'employeur est tenu d'accorder les autorisations d'absence et l'utilisation du crédit d'heures, mais n'est pas tenu de rémunérer ces temps d'absence. Le temps total d'absence utilisé au titre des autorisations d'absence et du crédit d'heures ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile.

Ces temps d'absence sont assimilés à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés et des droits découlant de l'ancienneté. Ils sont également pris en compte pour la détermination du droit aux prestations sociale

Article 40-2 : Droit au remboursement des frais exposés lors du mandat

Les membres du Conseil communautaire peuvent obtenir le remboursement des frais exposés dans l'exercice de leur mandat dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.

Exécution d'un mandat spécial

Il s'agit en premier lieu des frais que nécessite l'exécution d'un mandat spécial par un membre de l'organe délibérant d'un EPCI (missions accomplies dans l'intérêt de la collectivité par un membre de son organe délibérant et avec l'autorisation de celui-ci, qui exclut les activités courantes de l'élu et doit correspondre à une opération déterminée de façon précise).

Dans ce cadre, les frais de déplacement et de séjour sont remboursés dans les conditions applicables aux agents de l'état, c'est-à-dire celles fixées par décret relatif aux conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'état.

Déplacements liés aux réunions

Les frais de transport engagés par les conseillers communautaires pour participer aux réunions du Conseil communautaire, du Bureau, des commissions dont ils sont membres, des comités consultatifs, de la commission consultative des services publics locaux ainsi que des organes délibérants ou des bureaux des organismes dans lesquels ils représentent la communauté de communes sont remboursés lorsque la réunion se tient dans une commune autre que celle qu'ils représentent.

La dépense est supportée par l'organisme qui organise la réunion. Le remboursement intervient dans les conditions applicables aux déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Élus en situation de handicap

Les élus en situation de handicap bénéficient également du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide de toute nature liés à l'exercice de leur mandat. Ils sont dispensés de l'avance de ces frais.

Les remboursements sont effectués sur présentation des justificatifs requis et dans les conditions définies par les délibérations du Conseil communautaire et les dispositions réglementaires en vigueur.

Frais de garde et d'assistance

Les membres du Conseil communautaire peuvent bénéficier du remboursement des frais de garde d'enfants ou des frais d'assistance aux personnes âgées, aux personnes en situation de handicap ou à celles ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile, engagés afin de leur permettre de participer aux réunions liées à l'exercice de leur mandat.

Ce remboursement intervient sur présentation des justificatifs, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales et les délibérations du Conseil communautaire.

Article 40-3 : Droit à la formation

Les membres du Conseil communautaire ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales. Dans les trois mois suivant son renouvellement, le Conseil communautaire délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année du mandat pour les élus ayant reçu une délégation. Chaque élu bénéficie également d'un droit individuel à la formation des élus locaux, dont la mise en œuvre relève de son initiative, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

À l'issue de leur mandat, les élus ayant cessé leur activité professionnelle pour exercer les fonctions de président de la communauté de communes ou de vice-président bénéficient, à leur demande, d'un stage de remise à niveau organisé dans leur entreprise, compte tenu notamment de l'évolution de leur poste de travail ou des techniques utilisées.

Article 40-4 : Responsabilité et protection des élus communautaires

La communauté de communes est responsable, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales, des accidents survenus aux membres du Conseil communautaire et à son président dans l'exercice de leurs fonctions.

Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ainsi que les anciens titulaires de ces fonctions bénéficient de la protection fonctionnelle de la communauté de communes lorsqu'ils font l'objet de poursuites ou d'une mise en cause à raison de faits se rattachant à l'exercice de leurs fonctions et ne présentant pas le caractère d'une faute détachable de celles-ci, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Cette protection peut notamment comprendre la prise en charge des frais nécessaires à leur défense.

Les demandes de protection sont adressées au président de la communauté de communes. Lorsque la demande émane de celui-ci, elle est adressée à l'élu qui le supplée ou qui a reçu délégation à cet effet.

Article 40-5 : Droit à la mise à disposition de locaux

Les élus n'appartenant pas à la majorité du conseil communautaire qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local intercommunal commun. Il est satisfait à cette dans un délai raisonnable, compatible avec les nécessités du fonctionnement des services.
Le local commun mis à disposition est destiné à faciliter l'exercice du mandat des élus. Il ne constitue pas une permanence ouverte au public et ne peut être utilisé pour l'organisation de réunions publiques.

Lorsque plusieurs groupes d'élus minoritaires sollicitent simultanément la mise à disposition de ce local, les modalités d'utilisation sont fixées d'un commun accord entre eux. À défaut d'accord, le président en arrête la répartition en tenant compte de l'importance numérique des groupes concernés.

Article 40-6 : Droit d'expression des élus dans le bulletin d'information

Droit d'expression des élus n'appartenant pas à la majorité

Lorsque des informations générales sur la réalisation et la gestion du conseil communautaire sont diffusées, un espace est réservé à l'expression des conseillers ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité. Ce droit à l'expression est lié au mandat et demeure individuel ; il ne peut en aucun cas être subordonné à l'appartenance à un groupe constitué. Il peut en revanche être exercé collectivement.

Les supports concernés sont :

- le magazine « Territoire »
- le site internet « www.cc-vallee-herault.fr ».
- la page Facebook « Communauté de communes Vallée de l'Hérault ».

Sont exclus les supports thématiques et/ou destinés à un public spécifique. Tout nouveau support d'information à caractère général intégrera l'expression politique selon les mêmes modalités.

Les contributions sont publiées dans le magazine intercommunal « Territoire » et mises en ligne dans le même mois sur le site internet de la communauté de communes et sur sa page Facebook.

Contenu des contributions

Les élus disposent librement du contenu de leur contribution, sous leur responsabilité. Les contributions doivent être en rapport avec l'exercice des compétences communautaires, l'action publique ou les sujets intéressant la vie de la communauté de communes et de son territoire.

Seuls les élus peuvent intervenir dans cet espace d'expression ; la diffusion de contributions émanant de tiers est exclue.

Le président de l'EPCI est directeur de la publication. À ce titre, il veille au respect des dispositions légales applicables aux publications. Tout texte comportant des propos à caractère injurieux, diffamatoire, discriminatoire, incitant à la haine, contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs est interdit. Dans cette hypothèse, la publication est refusée par décision motivée et son auteur en est immédiatement informé.

Forme et répartition des espaces

L'expression prend la forme d'un texte de **1 000 signes maximum (espaces compris)**. Celui-ci est publié dans le respect de la charte graphique du support.
Les éventuelles fautes d'orthographe peuvent être corrigées sans altérer le sens du texte. Les textes ne peuvent comporter aucune illustration ou image eu égard aux contraintes de publication.

Modalités de transmission

Les délais de transmission et de parution des expressions correspondent au calendrier de publication du magazine « Territoire », trimestriel paraissant en janvier, avril, juillet et octobre de chaque année. Les contributions doivent être transmises au plus tard avant le 1er jour du mois précédant la parution du magazine, soit :

– avant le 1er décembre pour la parution de janvier ;
– avant le 1er mars pour la parution d'avril ;
– avant le 1er juin pour la parution de juillet ;
– avant le 1er septembre pour la parution d'octobre.

Les contributions doivent être transmises par mail uniquement **à l'adresse : contact@cc-vallee-herault.fr**

À défaut de transmission dans les délais indiqués, l'espace réservé à l'expression est maintenu et mentionne l'absence de contribution. L'intervention n'est pas reportée sur la publication suivante.

Article 40-7 : Expression de la majorité

Les élus apparentés à la majorité peuvent s'exprimer dans les mêmes conditions.

Article 41 : Désignation des représentants dans les organismes extérieurs

Le Conseil communautaire procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du CGCT et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Par ailleurs, quand il y a lieu de procéder, pour quelque cause que ce soit, à une nouvelle élection du président de la communauté de communes, et impliquant par conséquent une nouvelle élection des vice-présidents, il est également opéré une nouvelle désignation des délégués des communes au sein des organismes extérieurs. À cette occasion, les délégués en poste peuvent être soit reconduits expressément dans leurs fonctions, soit remplacés.

Article 42 : Information des conseillers et du public

La communauté assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés. Afin de permettre l'échange d'information sur les affaires relevant de sa compétence, la communauté peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunication nécessaires.

Toute personne physique ou morale a le droit de d'obtenir, sous réserve des documents préparatoires, des secrets protégés et des documents communicables au seul intéressé, communication des documents détenus dans le cadre de sa mission de service public par une administration, quels que soient leur forme ou leur support.

La communication de ces documents, intervient dans les conditions définies par le livre III du Code des relations entre le public et l'administration, à savoir :

- par consultation gratuite sur place, sauf si la préservation du document ne le permet pas ;
- par la délivrance d'une copie sur un support identique à celui utilisé par l'administration ou compatible avec celui-ci aux frais du demandeur, sans que ces frais puissent excéder le coût de cette reproduction, dans des conditions prévues par décret et sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document ;
- par courrier électronique, et sans frais, lorsque le document est disponible sous forme électronique.
- par publication en ligne, sauf lorsque le document n'est communicable qu'à l'intéressé.

Article 43 : Référent déontologue

Tout conseiller communautaire peut consulter le référent déontologue désigné par le Conseil communautaire afin de bénéficier de tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la Charte de l'élu local.

Le référent déontologue exerce ses missions en toute indépendance et impartialité, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par la délibération du Conseil communautaire portant sa désignation.

Les modalités de saisine, d'examen des demandes et les conditions dans lesquelles les avis sont rendus sont fixées par le règlement intérieur du Collège des Référents Déontologues et portées à la connaissance des conseillers communautaires.

Article 44 : Interventions extérieures

Une personne qui n'est pas membre du Conseil communautaire ne peut s'exprimer lors d'un conseil sauf si elle est expressément invitée à le faire par le président de séance. Toute intervention non autorisée peut donner lieu à un rappel à l'ordre. Le président peut faire expulser de l'auditoire toute personne qui trouble l'ordre de la séance.

Article 45 : Consultations des électeurs des communes membres

Les électeurs des communes membres de la communauté de communes peuvent être consultés sur les décisions que l'assemblée délibérante ou le président envisage de prendre pour régler les affaires relevant de la compétence de l'établissement.

Sur proposition de l'ensemble des maires des communes membres, ou sur demande écrite de la moitié des membres de l'organe délibérant, l'assemblée délibérante de l'établissement délibère sur le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Dans ce cas, l'urgence ne peut être invoquée.

Un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales des communes membres de l'EPCI peuvent demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour de l'organe délibérant l'organisation d'une consultation sur une affaire relevant de sa décision. Chaque trimestre, un électeur ne peut signer qu'une seule demande tendant à l'organisation d'une consultation.

La décision d'organiser la consultation, selon les dispositions prévues à l'alinéa ci-dessus, appartient à l'organe délibérant de l'établissement public. La délibération qui décide la consultation indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis.

Les dépenses afférentes à la consultation sont à la charge de l'établissement public de coopération intercommunale qui l'organise.

Aucune consultation ne peut avoir lieu à compter du 1er janvier de l'année civile précédant l'année du renouvellement général des conseils municipaux, ni durant les campagnes électorales précédant les élections au suffrage universel direct ou indirect.

Deux consultations portant sur un même objet ne peuvent intervenir dans un délai inférieur à deux ans. Un délai minimal d'un an doit s'écouler entre deux consultations.

Article 46 : Groupes politiques

Les conseillers communautaires peuvent se constituer en groupes selon leurs affinités politiques par déclaration adressée au président, signée par tous les membres du groupe et comportant la liste des membres. Chaque conseiller peut adhérer librement à un groupe et un seul.
Son refus d'adhérer à un groupe ne saurait avoir de conséquences réglementaires. Il ne peut donc pas y avoir un groupe politique rassemblant autoritairement tous les élus non-inscrits.

Tout groupe politique doit réunir au moins 5 conseillers communautaires.
Les modifications des groupes sont portées à la connaissance du président qui en informe le Conseil communautaire.

Article 47 : Retrait d'une délégation à un vice-président

Lorsque le président a retiré les délégations qu'il avait données à un vice-président, le Conseil communautaire doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions. Un vice-président, privé de délégation par le président et non maintenu dans ses fonctions de vice-président par le Conseil communautaire, redevient simple conseiller communautaire.

En cas de vacance d'un poste de vice-président, le conseil procède à une nouvelle élection dans le délai de deux mois. Le Conseil communautaire peut décider que le vice-président nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau. À défaut, il prend rang après les vice-présidents précédemment élus.

Article 48 : Modification du règlement.

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du président ou d'un tiers des membres en exercice dans l'assemblée délibérante. Toute modification doit donner lieu à une délibération du Conseil communautaire, dans les formes en vigueur.

Les dispositions législatives et réglementaires entrées en vigueur postérieurement à son adoption s'appliquent de plein droit. Les dispositions du présent règlement qui leur seraient contraires ou incompatibles cessent, dans cette mesure, d'être applicables. Le règlement est mis à jour en tant que de besoin.

Article 49 : Application du règlement.

Le présent règlement est applicable au Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault à la date à partir de laquelle la délibération du Conseil l'ayant approuvée est rendue exécutoire.

Il demeure applicable durant toute la mandature.

Après chaque renouvellement général, le Conseil communautaire établit son règlement intérieur dans les six mois suivant son installation. Dans l'attente, le règlement précédemment adopté continue à s'appliquer.